

[Text]

As time wore on through May and June, into July, the concern of the Inspector General, I think, was focussed on the question of whether or not the viability of the restructured CCB could be demonstrated to the market to the point where the liquidity problems—for both banks, perhaps—could recede and return to normal.

We had our annual pre-scheduled regulatory examination during late May—I think it was the week of May 21, and during that week we had what I would describe as a relatively routine annual examination. We were advised at that time that later on the Inspector General would probably send some other representatives from his department to do a more extensive review of our loan portfolio, as his resources would permit. That process started in mid-July with the arrival of one full-time employee of the department, assisted by a retired banker. That process continued for approximately four weeks until roughly mid-August, but the results of that process were not discussed with us. In other words, the final report that was prepared as a result of that process was not discussed with us, and during the month of August, as things were moving, I suppose, towards some decisions and the conclusion that emerged on September 1, our communications back and forth with the Inspector General became less frequent, rather than more frequent, and the question of asset liquidity was really not raised with us at all until we found ourselves in the Labour Day weekend meetings with both ministers, and, of course, at that time the curatorship decision was conveyed to us.

That is a somewhat rambling response, but, even to this day it is something of a mystery to us, first of all, how this whole process of assessing our solvency was deemed necessary and, secondly, how it was accomplished.

The Chairman: Senator Olson, would you excuse me for one moment?

Mr. Neapole, with regard to the examination of the bank's loans that you referred to, the members of the committee have a chronology from the Inspector General of Banks in which he indicates that his office examined the bank's loans in July and August, and I quote:

... after access being refused in April/May, 1985.

What do you have to say about that?

Mr. Neapole: I do not know what he is referring to.

The Chairman: Senator Olson?

Senator Olson: Mr. Chairman, did you want to explain what you were referring to?

The Chairman: I am quoting from a document that I believe has been left with us by the Inspector General of Banks. It is a chronology of events, and when he gets to 1985, under the heading of "Inspector General of Banks' Activity", he says:

Examination of bank's loans in July and August, after access being refused in April/May, 1985.

Mr. Neapole: May I just say that, on reflection, I think I can address that question.

[Traduction]

A mesure que s'écoulaient les mois de mai, juin et juillet, l'inspecteur général s'inquiétait de plus en plus de savoir si la viabilité de la CCB pouvait être démontrée sur le marché jusqu'au point où les problèmes de liquidités des deux banques pourraient disparaître et que la situation revienne à la normale.

Nous avons procédé à notre examen annuel anticipé en fin de mai—je crois que c'était au cours de la semaine du 21—alors que nous avons effectué ce que j'appellerais un examen annuel relativement routinier. On nous a prévenus à ce moment-là que l'inspecteur général enverrait probablement, un peu plus tard, si ses ressources le lui permettaient, certains autres représentants de son ministère qui examineraient de façon plus détaillée notre portefeuille de prêts. Cet examen s'est engagé à la mi-juillet avec l'arrivée d'un employé à plein temps du ministère, secondé par un banquier à la retraite. Il s'est poursuivi pendant quelque quatre semaines jusque vers la mi-août, mais les résultats n'en furent pas discutés avec nous. En d'autres mots, le rapport final qui fut préparé à la suite de cet examen n'a pas été discuté avec nous et, durant le mois d'août, comme certaines décisions, je suppose, devaient être prises et qu'on s'acheminaient vers la conclusion qui fit surface le 1^{er} septembre, nos communications avec l'inspecteur général se sont raréfiées, et la question de la liquidité de nos avoirs ne fut aucunement soulevée jusqu'aux réunions qui eurent lieu avec les deux ministres durant la fin de semaine de la Fête du travail, moment où, comme on le sait, on nous fit part de la décision prise au sujet du curateur.

Cette réponse peut vous sembler un peu vague mais, même aujourd'hui, nous ne parvenons pas à comprendre comment tout ce processus d'appréciation de notre solvabilité a été jugé nécessaire et, ensuite, comment il s'est déroulé.

Le président: Sénateur Olson, voudriez-vous m'excuser pour un moment?

M. Neapole, au sujet de l'examen des prêts de la banque auquel vous avez fait allusion en juillet et août, les membres du Comité ont reçu de l'inspecteur général des banques un exposé chronologique où il affirme avoir examiné le portefeuille des prêts de la banque en juillet et août, et je cite:

... après que l'accès nous en ait été refusé en avril-mai 1985.

Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

M. Neapole: J'ignore à quoi il fait allusion.

Le président: Sénateur Olson?

Le sénateur Olson: Monsieur le président, voulez-vous expliquer à quoi vous faisiez allusion?

Le président: Je cite un passage d'un document qui, je crois, nous a été remis par l'inspecteur général des banques. C'est une chronologie des événements; en 1985, au chapitre intitulé «Activités de l'inspecteur général des banques», on dit:

Examen du portefeuille des prêts de la banque en juillet et août, après que l'accès nous en ait été refusé en avril-mai, 1985.

M. Neapole: Après réflexion, je crois pouvoir vous dire un mot à ce sujet.